

ARGENTINE

«On n'a pas besoin des patrons»

Plus de 160 entreprises tournent en autogestion

Conférence débat : «Des usines aux mains des travailleurs». Ce n'est pas des soviets mais bien d'expériences d'autogestion en Argentine qu'il s'agit. Carlos Quiñir, travailleur de la faïencerie Zanon dans la province de Neuquén au centre de l'Argentine, explique comment son entreprise tourne en autogestion depuis deux ans. Il était l'invité de la FGTB de Charleroi le 28 octobre dernier. Il était le lendemain à la FGTB de Verviers - où sont menées depuis des années des expériences d'autogestion. En Argentine, 160 entreprises sont actuellement occupées et gérées par les travailleurs eux-mêmes. Preuve, dit Carlos, que l'on peut se passer de patron...

TRENTE-SEPT millions d'habitants pour une superficie égale à 90 fois celle de la Belgique, l'Argentine est un grand pays. Un pays potentiellement riche. Qui l'a été en tout cas, grâce à son agriculture et ses ressources naturelles et qui fut à ce titre économiquement colonisé par la Grande-Bretagne puis les États-Unis.

Aujourd'hui, le PIB du pays dépasse à peine celui de la Belgique avec une population 4 fois supérieure.

Sortie en 1983 d'une dictature sanglante qui a fait plus de 30.000 morts et disparus, l'Argentine souffre d'une dette extérieure colossale qui n'a cessé de s'enfler depuis 20 ans. Les présidents qui se sont succédé depuis le retour à la démocratie ont tous mené sous la pression du FMI des politiques libérales de privatisation et d'austérité tandis que les revenus de la population fondent en raison du chômage important et de l'inflation galopante.

Selon la CISI, depuis le début de la crise économique en Argentine, l'inflation cumulée a atteint les 20% et ne semble pas se stabiliser. Chaque jour depuis janvier 2002, environ 10.000 personnes perdent leur emploi. Le taux de chômage est de 25 %;

55% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

La situation sociale reste très tendue. Les grèves se multiplient. Des «piqueteros» mènent des actions de blocage sporadiques...

En 2001, la crise s'emballa, pour juguler l'inflation qui s'emballa et empêcher la fuite des capitaux, le gouvernement décida de geler les avoirs bancaires.

Une tentative de restauration d'un régime autoritaire se heurta à des manifestations de rues réprimées par la police qui font 30 morts au cours des deux seules journées des 19 et 20 décembre 2001.

Depuis cinq présidents se sont succédés sans pouvoir réellement reprendre les rênes du pays.

C'est dans ce contexte de débâcle économique et d'instabilité politique que se développent les occupations d'usines. La crise profonde ou la perte de rentabilité entraîne la fermeture ou l'abandon de centaines d'entreprises. Les travailleurs qui restent sans ressources décident alors d'occuper les usines et de les remettre en route. 160 entreprises sont actuellement sous contrôle ouvrier. Elles regroupent 10.000 travailleurs.



Carlos Quiñir raconte l'occupation de Zanon à Charleroi



«Ceramica Zanon appartient aux ouvriers»



Zanon, dans la province de Neuquén, est l'une de ces entreprises occupées puis relancées sous contrôle ouvrier, vieille revendication syndicale qui anime chez nous les débats depuis les années '20 du siècle dernier et quelque peu oubliée depuis les expériences restées sans suite dans les années '70.

Zanon est une fabrique de carrelages. Elle occupe 330 travailleurs. Et fonctionne depuis deux ans en autogestion.

En octobre 2001 en effet, la direction décide de se retirer et abandonne l'usine. Les travailleurs l'occupent avec l'idée d'utiliser les stocks pour payer les salaires mais l'idée de la remettre en marche s'impose rapidement même si des fours ont été endommagés par l'inactivité.

Il leur a suffi de 3 jours et de remettre en route deux fours sur cinq pour constater que l'usine était assez rentable pour payer les salaires du mois.

Depuis l'entreprise a remis en marche d'autres fours et s'est organisée sur un modèle égalitaire d'autogestion.

«On s'est rendu compte que l'on avait pas besoin de patron», dit Carlos. Mieux : alors que l'ancienne direction avait réduit le personnel, réduit les salaires et fait pression pour augmenter la productivité au point qu'il devenait impossible d'aller aux toilettes, Zanon a pu, en autogestion, relever les salaires, réembaucher 70 travailleurs et réduire les cadences sans mettre en péril la rentabilité tout en augmentant la production.

«Les travailleurs savent qu'ils produisent pour eux», dit Carlos pour toute explication de ce petit miracle.

L'entreprise a même réduit les prix de ses produits, qui étaient des faïences de luxe, de manière à les rendre accessibles à une clientèle moins fortunée et donc à élargir ses parts de marché.

Les salaires mensuels ont été augmentés de 600 à 800 pesos

mais ils sont égaux pour tous. Une assemblée du personnel prend à la majorité (un homme - une voix) les décisions stratégiques pour l'entreprise et des comités spécialisés ont été constitués pour remplir les tâches de direction opérationnelle : comité des achats, comité de production, comité de commercialisation et comité de sécurité hygiène.

Bien entendu, le chemin de l'autogestion n'a pas été semé de pétales de rose. Alors que l'ancienne direction avait bénéficié d'un prêt de la province de 7 millions de dollars qu'elle n'a jamais remboursé, Zanon n'a pas de facilités de paiement. Elle ne bénéficie plus des tarifs de gaz et d'électricité avantageux et doit payer au prix fort et rubis sur l'ongle ses fournitures, ses taxes et ses charges.

Mais les travailleurs ont bénéficié de la solidarité active de la population. Médecins et infirmières de l'hôpital voisin assurent bénévolement la médecine du travail. Celle-ci prend en compte la santé mentale grâce à des psychologues bénévoles.

Le nombre d'accidents de travail a aussi chuté, explique Carlos : «avant, pour des questions de productivité, on n'arrêtait pas les machines pour faire les réglages. Aujourd'hui, on les arrête quand il le faut pour éviter tout risque».

Des ingénieurs de l'université assurent gratuitement l'accompagnement technique. La population fournit des vivres et a su se mobiliser pour empêcher l'expulsion des travailleurs par les forces de l'ordre.

Les autochtones qui contrôlent les terres d'où est extraite l'argile nécessaire à la production, ont mis cette argile à disposition de Zanon sans exiger de paiement tant que l'usine n'est pas suffisamment rentable.

Une coordination provinciale s'est constituée qui mène des opérations de pétition pour demander la nationalisation de l'entreprise, moyen de protéger juridiquement l'expérience d'autogestion.

L'ensemble des 160 usines occupées s'est également constitué en Congrès national qui se réunit régulièrement.

Si aujourd'hui Carlos Quiñir est en visite chez nous, c'est pour obtenir un soutien moral et financier.

Les usines tournent, certes, mais si les autorités du pays et la justice laissent faire pour l'instant, c'est parce que la situation est explosive et que l'expulsion des travailleurs, ainsi que la restitution des usines aux propriétaires qui les ont conduites à la faillite pourrait provoquer une explosion sociale dans le contexte de chômage que connaît le pays. Sa relative passivité ne l'empêche pas de rendre les conditions de survie de ces entreprises difficiles : pas d'incitants fiscaux, pas d'avantages en matière de fourniture d'énergie.

L'autogestion comme alternative au capitalisme, même au niveau microéconomique, est un mauvais exemple dans un pays qui a toujours eu le souci de passer pour un bon élève du FMI quitte à sacrifier ses pauvres sur l'autel de l'ordre économique mondial.

Le souci des travailleurs est donc de pérenniser leur conquête et d'empêcher une reprivatisation et créer le statut juridique qui légaliserait les expériences.

Le statut de coopérative est évoqué, mais les travailleurs de Zanon s'en méfient car il ne font pas de différence entre coopérateur et actionnaire privé. D'où leur revendication d'une nationalisation consacrant le système d'autogestion.

A Verviers, où Carlos a visité ARM une coopérative d'usinage créée dans le cadre de FOSODER, Marcel Bartholomé, fondateur de la coopérative qui fonctionne en autogestion, lui a expliqué qu'une coopérative peut très bien respecter les principes de l'autogestion démocratique.

Si vous voulez soutenir les expériences d'autogestion en Argentine, vous pouvez prendre contact avec le Collectif de solidarité avec la lutte du peuple argentin : collecarg@yahoo.fr



Carlos Quiñir visite la coopérative SOCOMEF à Verviers